



Centre de Recherche INRAE de CORSE
Site de San Giuliano
20230 SAN GIULIANO

Marché à Procédure Adaptée

(Articles L. 2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R. 2123-1 à R. 2123-8 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

Exécution des prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien et à l'hygiène des locaux pour le Centre INRAE de Corse

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(Commun aux 2 lots)**

DU 20/10/2025

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DES MARCHES	3
1-1 Objet des marchés	3
1-2 Décomposition en lots	3
1-3 Durée des marchés	
1-4 Visite	
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 : MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – INFRACTIONS	4
4-1 Vérifications	4
4-2 Infractions	4
ARTICLE 5 : ACCES AUX LOCAUX	4
ARTICLE 6 : MODALITES DE DETERMINATIONS DES PRIX	4
6-1 Nature du prix	4
6-2 Forme du prix	5
ARTICLE 7 : NEGOCIATION	
ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT	5
8-1 Mode de règlement	5
8-2 Etablissement du décompte des factures	5
8-3 Détail de paiement	6
ARTICLE 9 : REFACTIONS / PENALITES / RESILIATION	6
9-1 Pénalités	7
9-2 Résiliation	
ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITION DE TRAVAIL	7
ARTICLE 11 : HYGIENE ET SECURITE – COMPORTEMENT	7
ARTICLE 12 : ASSURANCE	7
ARTICLE 13 : AUGMENTATION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 14 : DIMINUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 15 : REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	8
ARTICLE 16 : REDRESSEMENT – LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
ARTICLE 17 : LITIGES	8
ARTICLE 18 : DEROGATIONS	8

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1 : OBJET ET DUREE DES MARCHES

1-1 : OBJET DES MARCHES

La présente consultation porte sur l'exécution des prestations suivantes :

Nettoyage, entretien et hygiène de locaux tertiaires et installations techniques du Centre INRAE de Corse sur les sites de San Giuliano et de Corté.

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

1-2 : DECOMPOSITION EN LOTS :

Les travaux sont répartis en 2 lots :

- Lot N° 1 : Ensemble des locaux du site de San Giuliano
- Lot N° 2 : Ensemble des locaux du site de Corte

1-3 : DUREE DES MARCHES

Le marché est passé pour une durée de douze mois (12) à compter du 01 janvier 2026.

Le marché pourra être reconduit annuellement, par décision expresse de la Personne Responsable du Marché, sans toutefois que sa durée totale puisse excéder quatre (4) années, sauf dénonciation par l'INRAE quatre mois avant la fin de la période en cours du marché ou résiliation anticipée du marché prévue à l'article 9-2 du présent document en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations.

1-4 : VISITE DU/OU DES SITES

Une visite des lieux est obligatoire et devra être effectuée sur demande.

L'entreprise devra prendre rendez-vous auprès de Mr Aulio au 04.95.59.59.02 mail : christophe.aulio@inrae.fr ou auprès de Mr Battini au 04.95.59.59.23 mail : mathieu.battini@inrae.fr

Article 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente consultation est soumise au Code des Marchés Publics. Elle est passée en application des articles L. 2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R. 2123-1 à R. 2123-8 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'Acte d'Engagement et ses 4 annexes ;
- ✓ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ✓ le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses 2 annexes ;
- ✓ le CCAG-FCS, Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (arrêté du 19/01/2019 CCAG / FCS),

Les pièces générales sont réputées connues du Titulaire.

Article 3 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

La notification du marché vaut bon de commande pour les prestations régulières (prestations de base et prestations supplémentaires) définies par type de locaux. Les prestations exceptionnelles feront l'objet d'un **bon de commande ponctuel** établi au fur et à mesure des besoins. Cependant, un bon de commande modificatif peut intervenir en cours d'exécution du marché, en cas d'augmentation ou de diminution des prestations prévues à l'article 13 du présent document.

En tout état de cause, la durée d'exécution s'achèvera à la fin de la période de validité en cours du marché.

Les conditions d'exécution (nature des prestations et fréquences de réalisation) figurent de façon détaillée dans le CCTP ainsi qu'à l'annexe 1 dudit CCTP.

Article 4 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – INFRACTIONS

4-1 : VERIFICATIONS

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 3 du CCTP ainsi qu'à l'annexe 2 dudit CCTP.

4-2 : INFRACTIONS

Toute infraction aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalité comme défini à l'article 9-1 du présent CCAP.

Les infractions seront constatées par la Personne Responsable du Marché ou l'un de ses représentants habilités.

Le Titulaire aura un délai de trois jours ouvrés à compter de la notification qui lui sera faite pour formuler ses observations.

Article 5 : ACCES DES LOCAUX

Seuls les agents désignés par le Titulaire pour effectuer les prestations pourront accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes les accompagnant (enfants, etc...) est formellement interdite.

Le Titulaire disposera de clés et/ou badges d'accès en quantités suffisantes permettant la libre circulation des agents dans les zones autorisées à entretenir (se référer à l'article 8 du CCTP).

Article 6 : MODALITE DE DETERMINATION DU PRIX

6-1 : NATURE DU PRIX

Le marché est conclu à prix forfaitaires pour les prestations régulières figurant à l'annexe 1 dudit acte d'engagement.

Les prestations effectuées en dehors du forfait (prestations exceptionnelles) seront réalisées dès l'établissement d'un Bon de Commande.

Ces prix s'entendent hors T.V.A. et aux conditions économiques du mois de remise des offres.

6-2 : FORME DU PRIX

Les prix sont réputés fermes pendant la première année du marché.

Dans l'éventualité d'une reconduction, ils pourront être ensuite ajustables annuellement à la date anniversaire du marché conformément au barème applicable.

Le titulaire devra joindre les modalités de calcul de la révision de prix.

Article 7 : NEGOCIATION

L'INRAE se réserve le droit de négocier avec les meilleurs candidats sélectionnés. Le choix final du titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

Les candidats retenus seront audités à l'INRAE – Centre de San Giuliano. Une convocation, précisant notamment les modalités d'accès à cette audition (date, heure, salle de réunion) sera alors adressée à chacun des soumissionnaires par voie électronique au moins sept (7) jours avant.

Article 8 : MODALITES DE REGLEMENT

8-1 Mode de règlement

Le règlement est effectué par virement administratif au compte du titulaire précisé à l'acte d'engagement, sur présentation de la facture correspondante aux prestations effectuées au cours du mois précédent.

8-2 Etablissement du décompte des factures

Les factures mensuelles doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'administration déduira le cas échéant les pénalités prévues à l'article 9-1 du présent CCAP.

Ces montants seront ajustés en application de l'article 6.

La facture dématérialisée doit être établie en application de la réglementation de la comptabilité publique et devra comporter les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET 180 070 039 01027 qui identifiera la structure INRAE Occitanie-Montpellier en tant que destinataire de la facture et établissement payeur ;
- Numéro du bon de commande transmis par INRAE ;
- Numéro et date du présent marché ;
- Numéro du lot concerné ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Références bancaires ou postales telles qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Prestations exécutées ;
- Montant H.T de la prestation éventuellement ajusté ;
- Le prix des prestations effectuées « à la demande » (prestations exceptionnelles) ;
- Taux et montant de la T.V.A ;
- Montant T.T.C ;
- La date d'édition de la facture.

8-3 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE de CORSE et par délégation, le Directeur des Services d'Appui du Centre INRAE de CORSE.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Article 9 : PENALITES / RESILIATION

9-1 Pénalités

En cas de retard total ou partiel dans l'exécution des prestations, celles-ci seront signalées au Titulaire et le signalement pourra se faire par ordre d'importance et de gravité, soit :

- suite aux contrôles de la qualité réalisés,
- par écrit par lettre avec accusé de réception.

En fonction des remarques effectuées, le Titulaire devra prendre en charge la mise en place de l'intégralité des actions correctives qu'il juge nécessaires, afin de garantir à l'INRAE la réalisation pleine et entière des prestations conformément aux spécificités de l'annexe 1 du CCTP.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution totale ou partielle des prestations, l'INRAE se réserve le droit, après avoir adressé une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, de fixer des pénalités selon l'un des modes de calculs suivants :

- a) retenue égale à 150 % de la valeur des prestations dues et non exécutées,
- b) retenue égale à 50 % des prestations réputées mal exécutées lors de l'intervention précédant l'opération de contrôle.

Le calcul des retenues se fera au prorata des surfaces mal ou non exécutées.

9-2 Résiliation

En cas de manquements réitérés du Titulaire à ses obligations contractuelles, la résiliation pourra être prononcée par l'administration dès la deuxième lettre recommandée.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que l'administration aurait demandées.

Article 10 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du CCAG / FCS sont applicables.

Les salariés de nationalité étrangère devront être munis d'un titre les autorisant à exercer une activité professionnelle en France.

Des vêtements et protection de travail spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le titulaire du marché.

Le titulaire devra fournir dans le délai fixé à l'article 15 du présent cahier, le planning d'intervention et la liste nominative du personnel qui devra être tenue à jour régulièrement.

Article 11 : HYGIENE ET SECURITE - COMPORTEMENT

Les stipulations prévues à l'article 5.3 du CCAG / FCS s'appliquent.

- Le Titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, en cas d'arrêt de travail de son personnel.
- Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.
- Le Titulaire sera tenu d'appliquer les normes et consignes de sécurité pour son personnel dans le cadre de ses travaux et tout particulièrement dans le cas de travaux en hauteur (travaux de nettoyage de vitrerie).

Article 12 : ASSURANCE

Dans les 20 jours suivant la notification du Marché, le titulaire s'engage à fournir à INRAE une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. La garantie matérielle devra être suffisante, l'étendue de la garantie devra être indiquée pour les dommages corporels.

Le non-respect de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à l'INRAE, du fait du Titulaire, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à ses frais, en accord avec la Personne Responsable des Marchés ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

Article 13 : AUGMENTATION DES PRESTATIONS

Dans l'hypothèse où l'INRAE demanderait au Titulaire d'assurer l'entretien et le nettoyage de surfaces, non prévues dans l'état descriptif (ex : cas d'un nouveau bâtiment construit à intégrer au marché), d'augmenter la périodicité de ses prestations, ou d'effectuer des prestations complémentaires à la demande, le Titulaire du marché ne saurait y déroger si la demande a été formulée par bon de commande à partir des Annexes à l'acte d'engagement présentant la liste de chaque type de prestation recensée et le tarif correspondant.

Article 14 : DIMINUTION DES PRESTATIONS

En cas de fermeture temporaire d'un ou de plusieurs bâtiment(s) (pour travaux par exemple) supérieur à un mois ou pour toute raison légitime au regard de l'INRA et non contestée par le titulaire, l'INRAE préviendra le Titulaire au moins trois mois à l'avance afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Il est de fait entendu qu'aucune facturation ne pourra être adressée à l'INRAE correspondant au(x) bâtiment(s) concernés(s).

Article 15 : REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra fournir, dans les 20 jours à dater de la notification du marché, les documents suivants visés dans les articles du présent CCAP ou du CCTP.

- Liste nominative du personnel, Article 9 du CCTP
- Planning d'intervention, Article 3 du CCTP
- Liste des matériels, Article 5 du CCTP
- Liste des produits, Article 6 du CCTP
- Attestation d'assurance, Article 12 du CCAP

Article 16 : REDRESSEMENT – LIQUIDATION JUDICIAIRE

L'article 30.2 du CCAG /FCS s'applique.

Article 17 : LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

A défaut, le Tribunal Administratif de Bastia dont les coordonnées sont ci-dessous est seul compétent :

*Villa Montépiano
20407 Bastia
Téléphone : 04 95 32 88 66*

Article 18 : DEROGATIONS

L'article 9.1 fait dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS – Pénalités pour retard et/ou manquements.